

Environnement économique 2002

L'économie mondiale a enregistré, en 2002, une croissance de 3%, contre 2% en 2001.

Cette reprise, pourtant timide, n'est pas générale. Les États-Unis, à la faveur d'un assouplissement sensible de la politique budgétaire, retrouvent les sentiers de la croissance et affichent un taux appréciable de 2,3% après 0,3% en 2001, que la zone Euro, sous l'effet d'une nette contraction de la demande intérieure, accuse un tassement d'activité avec un PIB en hausse de 0,8% contre 1,5% en 2001.

Cette reprise sera-t-elle durable ? Rien n'est moins sûr si l'on en juge par les tensions qui marquent la fin de l'année 2002, notamment la menace d'une intervention militaire en Irak. 2002 finit ainsi comme elle avait commencé : sous l'effet d'un contexte politique et économique incertain.

Au Maroc, la croissance du PIB est évaluée à 4,5% en prix constants, après 6,5% en 2001 et 1% en 2000.

Hormis le tourisme, les secteurs les plus dynamiques en 2001 ont confirmé leur rythme d'activité (mines, BTP, industries manufacturières). Globalement le PIB hors agriculture a enregistré une hausse de près de 3,9% en 2002 après 3,7 % en 2001.

Les mines qui ont bénéficié de la relance de la demande mondiale d'engrais, ont affiché une valeur ajoutée en hausse de 5,2% après +7,5% en 2001.

Les BTP ont maintenu une activité soutenue (+5,5%, après 6% en 2001 et 5,9% en 2000), entretenue par le programme de réalisation des infrastructures et d'habitat social.

L'activité énergétique s'est améliorée de 3,3% sous l'effet d'une augmentation sensible de la demande électrique et de la consommation de produits pétroliers.

Les industries de transformation ont entretenu une activité en hausse, grâce aux industries alimentaires, de transformation des minéraux de carrière et chimiques. Comme en 2001 l'économie nationale a puisé ses ressorts dans le dynamisme de la demande interne.

L'investissement s'est accru d'environ 5,7%. La demande des entreprises, mesurée par les importations de biens d'équipement, s'est améliorée de plus de 8%. La consommation des ménages a progressé de 6,8%.

Cette progression de la consommation des ménages s'est accompagnée d'une légère reprise de l'inflation, l'indice moyen du coût de la vie ayant enregistré une hausse de 2,8%, contre 0,6% en 2001.

La tendance favorable observée en 2002 s'est traduite par une amélioration de la situation de l'emploi. Les créations nettes d'emplois générés par les secteurs d'activité les plus dynamiques (BTP, industrie), sont estimées à 221 000 (169 000 en milieu urbain et 52 000 en milieu rural).

Le taux de chômage a régressé de 0,9 point, atteignant 11,6% contre 12,5% en 2001.

En 2002 les transactions commerciales avec l'étranger ont porté sur une valeur totale de 215 milliards de dirhams contre 205,4 milliards en 2001, en hausse de 4,7%.

Les exportations se sont accrues de 6,2% s'établissant à 85,7 milliards de dirhams et les importations de 3,7% s'élevant à 129,4 milliards. Le déficit commercial est resté stable d'une année à l'autre (43,7 milliards en 2002 contre 44 milliards en 2001) et le taux de couverture des importations par les exportations a gagné 1,5 point (66,2% contre 64,7% en 2001).

La progression des exportations résulte principalement d'une vente accrue des demi-produits (+16,2%), couvrant celle de composants électroniques (+25,6%) et d'acide phosphorique (+14,3%). De même, les expéditions de produits finis d'équipement se sont inscrites en hausse de 26% sous l'effet de l'amélioration des ventes de fils et câbles pour l'électricité et de sous-systèmes électroniques (+28,5%).

L'accroissement des importations est dû en particulier aux demi-produits (+7,3%) aux biens d'équipement (8,1%) et aux biens de consommation (4,6%). Pour ces derniers, la hausse a concerné notamment les achats de voitures de tourisme (+13%), les ouvrages en matière plastique (+20%) et les appareils récepteurs radio et télévision (+9,6%).

En revanche, la facture énergétique s'est allégée et les achats de produits alimentaires sont demeurés stables.

Les recettes voyages se établies à 24,7 milliards de dirhams, contre 29,2 milliards en 2001, en baisse de 15,4%.

Les recettes des envois de fonds effectués par les Marocains résidant à l'étranger ont accusé une baisse de 3,7%, atteignant 35,5 milliards de dirhams en 2002 contre 36,9 milliards un an plus tôt.

Les investissements et prêts privés étrangers au Maroc ont totalisé un montant de 6,2 milliards de dirhams, contre 33,3 milliards en 2001, en baisse de 81%. On s'en souvient, l'année 2001 avait été marquée par l'ouverture du capital de Maroc Télécom générant des investissements étrangers de quelque 23 milliards de dirhams.

Les paiements au titre des intérêts de la dette extérieure publique se sont établis à près de 7 milliards de dirhams, contre 8,5 milliards en 2001, s'inscrivant ainsi en retrait de près de 19%.

Le déficit budgétaire, hors recettes de privatisations, a atteint 19,2 milliards de DH à fin 2002, soit 4,7% du PIB (déficit de 24,5 milliards de DH ou 6% du PIB en 2001).

[Perspectives 2003](#)

La reprise constatée en 2002 restera fragile. En 2003, la croissance devra s'établir à 3,2%, selon le FMI qui craint, malgré l'issue rapide de la guerre en Irak, les retombées de l'éclatement de la bulle boursière et les faiblesses structurelles au Japon et en Europe. Dans la zone Euro, la croissance serait de 1,1%, du fait d'une demande interne encore faible, du resserrement de la politique budgétaire et l'appréciation de l'euro.